

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

Au Québec, la situation économique s'est rapidement améliorée à la fin de 2009 et au début de 2010. La croissance économique sera cependant plus modeste à la fin de 2010.

- En 2010, la croissance du PIB réel devrait s'établir à 2,6 %, soit une hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à la prévision du budget.
- En 2011, la croissance du PIB réel devrait atteindre 2,2 %, en baisse de 0,4 point de pourcentage.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DU QUÉBEC

(variations en pourcentage)

	2009	2010	2011
Produit intérieur brut réel	-0,3	2,6	2,2
Exportations	-7,8	1,0	3,6
Mises en chantier (en milliers d'unités)	43,4	49,3	42,7
Création d'emplois (en milliers)	-37,5	72,7	44,1
Taux de chômage (taux en %)	8,5	7,9	7,9
Marchés financiers canadiens (%)			
Taux cible du financement à un jour	0,4	0,6	1,3
Bons du Trésor – 3 mois	0,4	0,6	1,4
Obligations – 10 ans	3,3	3,1	3,4

RÉSULTATS POUR 2009-2010

Le déficit budgétaire du gouvernement en 2009-2010, estimé à 4,3 milliards de dollars dans le dernier budget, s'est établi à 3,2 milliards de dollars, une amélioration de près de 1,1 milliard de dollars qui est attribuable principalement :

- aux revenus budgétaires plus élevés que prévu;
- aux meilleurs résultats des entités consolidées.

PLAN DE RETOUR A L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE

Comme la reprise est bien engagée, le gouvernement intensifie ses efforts en matière de réduction de la croissance des dépenses et met en place les premières mesures au chapitre des revenus dans le cadre de son plan de retour à l'équilibre budgétaire.

Les mesures identifiées totalisent 11,2 milliards de dollars, soit plus de 90 % de l'effort total à fournir pour éliminer le déficit en 2013-2014.

À cet égard, le gouvernement a identifié des mesures de contrôle des dépenses qui totaliseront 5,2 milliards de dollars, notamment grâce à la réduction des coûts d'administration et à la révision de programmes.

PRÉVISIONS POUR 2010-2011 ET 2011-2012

Le déficit budgétaire prévu est de 4,6 milliards de dollars en 2010-2011 et de 3,2 milliards de dollars en 2011-2012, ce qui représente une hausse de 100 millions de dollars et de 300 millions de dollars, respectivement, par rapport aux prévisions du dernier budget.

Ces variations s'expliquent uniquement par la révision à la hausse des provisions pour éventualités. Ces provisions sont incorporées au cadre financier par mesure de prudence devant l'incertitude économique dans les économies avancées.

Aucun dépassement aux dépenses de programmes n'est prévu pour ces années, mis à part l'impact des nouvelles évaluations actuarielles relatives aux régimes de retraite des employés du secteur public. Cet impact est toutefois compensé par la hausse des revenus budgétaires.

CADRE FINANCIER DE L'AUTOMNE 2010⁽¹⁾

(en millions de dollars)

	RÉSULTATS RÉELS		PRÉVISIONS		PROJECTIONS	
	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15
Revenus budgétaires	63 155	65 721	68 781	72 806	76 028	78 934
Dépenses budgétaires						
Dépenses de programmes	- 61 579	- 62 917	- 64 264	- 65 640	- 67 046	- 69 644
Variation en %	5,2	2,2	2,1	2,1	2,1	3,9
Service de la dette	- 6 117	- 7 004	- 7 723	- 8 681	- 9 492	- 9 591
Total des dépenses budgétaires	- 67 696	- 69 921	- 71 987	- 74 321	- 76 538	- 79 235
Résultats nets des entités consolidées	1 601	836	979	1 067	612	812
Provision pour éventualités	—	- 400	- 300	- 200	—	—
Mesures à identifier	—	—	299	304	1 015	1 015
SURPLUS (DÉFICIT)	- 2 940	- 3 764	- 2 228	- 344	1 117	1 526
Versements au Fonds des générations	- 725	- 842	- 972	- 1 056	- 1 117	- 1 526
Réserve de stabilisation	433	—	—	—	—	—
Modifications comptables	58	—	—	—	—	—
SOLDE BUDGÉTAIRE AU SENS DE LA LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE	- 3 174	- 4 606	- 3 200	- 1 400	0	0

(1) Les mesures identifiées dans le Plan de retour à l'équilibre budgétaire sont intégrées au cadre financier.

FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU ET FONDS DE FINANCEMENT

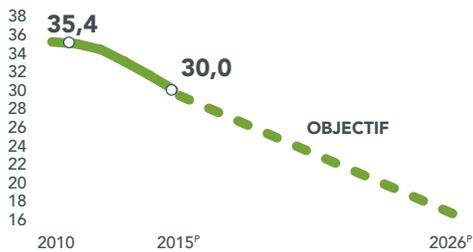
Le programme d'emprunts pour 2010-2011 du Fonds consolidé du revenu et du Fonds de financement est révisé à la hausse de 1,9 milliard de dollars en raison, principalement, de dépôts au Fonds d'amortissement des régimes de retraite.

Les emprunts réalisés en date du 30 novembre 2010 s'élevaient à 11,1 milliards de dollars :
- 9,5 milliards de dollars ont été empruntés sur le marché canadien (85,6 %);
- 1,6 milliard de dollars ont été réalisés sur les marchés internationaux (14,4 %).

Le programme de financement pour 2011-2012 devrait s'établir à 14,3 milliards de dollars.

DETTE REPRÉSENTANT LES DÉFICITS CUMULÉS

(au 31 mars, en pourcentage du PIB)



P : Prévisions pour 2011 à 2015 et projections pour les années subséquentes.

DETTE BRUTE⁽¹⁾

(au 31 mars, en pourcentage du PIB)



P : Prévisions pour 2011 à 2015 et projections pour les années subséquentes.

(1) Exclut les emprunts effectués par anticipation.

LA DETTE DU GOUVERNEMENT

Lors du dernier budget, le gouvernement s'est fixé deux objectifs :

- réduire de moitié le ratio de la dette représentant les déficits cumulés/PIB d'ici 2025-2026, le faisant passer de 35,4 % à 17 %;
- réduire à 45 % le ratio de la dette brute au PIB; il est actuellement de 53,8 % au 31 mars 2010.

Pour atteindre ces objectifs, le prix du bloc patrimonial d'électricité sera augmenté d'un cent sur une période de 5 ans commençant en 2014-2015 et le produit de cette hausse sera versé au Fonds des générations. Ainsi, en 2018-2019, les versements annuels au Fonds des générations seront de plus de 2,4 milliards de dollars.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT

(en millions de dollars)

	2009-2010	2010-2011				RÉALISÉ ⁽¹⁾	%
		RÉEL	BUDGET DE MARS 2010	RÉVISÉ	VARIATION		
FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU							
- Besoins (surplus) financiers nets ^{(2),(3)}	4 075	5 133	4 602	-531			
- Remboursements d'emprunts	6 208	3 658	4 115	457			
- Variation de l'encaisse	-8 161	-3 855	-4 283	-428			
- Dépôts au Fonds d'amortissement des régimes de retraite et aux fonds dédiés aux avantages sociaux futurs	81	—	2 000	2 000			
- Transactions en vertu de la politique de crédit ⁽⁴⁾	3 314	—	-170	-170			
Sous-total	5 517	4 936	6 264	1 328			
- Financement réalisé par anticipation	4 283	—	61	61			
Fonds consolidé du revenu	9 800	4 936	6 325	1 389	6 325	100,0	
Fonds de financement	2 415	4 500	5 000	500	4 775	95,5	
Fonds consolidé du revenu et Fonds de financement	12 215	9 436	11 325	1 889	11 100	98,0	
Financement-Québec	3 318	3 500	3 500	—	2 458	70,2	
TOTAL	15 533	12 936	14 825	1 889	13 558	91,5	

Note : Un montant négatif indique une source de financement et un montant positif, un besoin de financement.

(1) Emprunts réalisés au 30 novembre 2010.

(2) Excluant les entités consolidées.

(3) Les besoins financiers nets sont ajustés pour tenir compte du non-encaissement des revenus du FARR et des fonds dédiés aux avantages sociaux futurs.

(4) Dans le cadre de sa politique de crédit, qui vise à limiter le risque financier à l'égard des contrepartistes, le gouvernement débourse ou encaisse des montants à la suite des mouvements des taux de change. Ces déboursés (encaissements) augmentent (diminuent) les besoins de financement à combler par de nouveaux emprunts et n'ont pas d'impact sur le niveau de la dette du gouvernement.

FINANCEMENT-QUÉBEC

Le programme d'emprunts de Financement-Québec pour 2010-2011 demeure inchangé à 3,5 milliards de dollars. En date du 30 novembre 2010, des emprunts totalisant 2,5 milliards de dollars ont été effectués.

Financement-Québec est une société d'État qui réalise des emprunts en son propre nom sur les marchés financiers afin de répondre aux besoins des établissements des réseaux de la santé et de l'éducation pour le financement de leurs immobilisations. Le gouvernement du Québec garantit les emprunts de Financement-Québec.

Le programme de financement pour 2011-2012 devrait s'établir à 3,5 milliards de dollars.

COTES DE CRÉDIT ACTUELLES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

AGENCE	COTE	PERSPECTIVE
Moody's	Aa2	Stable
Standard & Poor's (S&P)	A+	Stable
Dominion Bond Rating Service (DBRS)	A (high)	Stable
Fitch Ratings (Fitch)	AA-	Stable
Japan Credit Rating Agency (JCR)	AA+	Stable

LE PROFIL FINANCIER AUJOURD'HUI

Ce document est disponible sur le site Internet du Ministère.

www.finances.gouv.qc.ca

Publié par le ministère des Finances :
12, rue Saint-Louis, bureau 2.08
Québec (Québec) G1R 5L3
Téléphone : 418 691-2250
Télécopieur : 418 646-0923
Courriel : sri@finances.gouv.qc.ca